



**PRÉFET  
DE LOT ET GARONNE**

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Unité bi-départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 47-2026-05-06-00002 du 06 mai 2026**

Autorisant à titre dérogatoire la sortie de terres de découverte issues de la carrière  
exploitée par la société Lafarge Granulats  
sur les communes de Montpoullan et Gaujac

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Lot-et-Garonne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes académiques

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 47-2019-05-29-001 du 29 mai 2019 autorisant la société Lafarge Granulats à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire des communes de Montpoullan et de Gaujac ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2020-10-29-001 du 29 octobre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 47-2019-05-29-001 du 29 mai 2019 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 47-2021-03-12-010 du 12 mars 2021 autorisant à titre dérogatoire la sortie de terres de découvertes issues de la carrière autorisée par arrêté préfectoral n° 47-2019-05-29-001 du 29 mai 2019 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-202109-28-00002 du 28 septembre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 47-2019-05-29-001 du 29 mai 2019 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2022-10-11-00001 du 11 octobre 2022 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 47-2019-05-29-001 du 29 mai 2019 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2022-11-10-00001 du 10 novembre 2022 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 47-2019-05-29-001 du 29 mai 2019 ;

**Vu** la demande de la société Lafarge Granulats transmise à l'inspection le 14 avril 2026 de pouvoir sortir des terres de découvertes du site et le dossier joint ;

**Vu** le projet d'arrêté complémentaire adressé par mail le 23 avril 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 23 avril 2026 ;

**Vu** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 23 avril 2026;

**Considérant** que, lors de la crue de février 2026, de nombreuses digues ont subi des dégradations significatives (brèches, érosions, affouillements, fragilisation des structures), compromettant leur capacité à assurer pleinement leur fonction de protection contre les crues ;

**Considérant** que le dysfonctionnement et la vulnérabilité des systèmes d'endiguement sur le territoire de Val de Garonne Agglomération portant la compétence GEMAPI, nécessitent d'intervenir dans des délais contraints afin de prévenir tout risque aggravé lors de prochains épisodes hydrologiques ;

**Considérant** que la société Lafarge Granulats a été sollicitée pour pouvoir fournir des terres de découvertes issues de sa carrière dans le cadre des opérations de réparation des digues ;

**Considérant** que cette demande relayée par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la société Lafarge Granulats a estimé disposer d'un excédent de 100 000 m<sup>3</sup> de terre sans compromettre les conditions de remise en état telles que prévues dans son autorisation d'exploiter ;

**Considérant** néanmoins que, bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale ;

**Sur proposition de** Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne,

## **ARRÊTE**

### **- Article 1<sup>er</sup> : IDENTIFICATION**

La société Lafarge Granulats, dont le n° SIRET est 56211088202177 et dont le siège social est situé à 14-16 bd Garibaldi – 92130 Issy-les-Moulineaux, autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires aux lieux-dits « Le Choix », « Pré de Broc », « Les Barthotes », « Pitosse », « Les Barthotes », « Le Pigat », « Loubarrase », « Les Sables Sud », « Les Sables Nord » sur la commune de Montpouillan et aux lieux-dits « Gardonne », « Près de Gaujac », « Loustière » et « Labarthe » « Au Merle », « Le Merle », « Petit Siret » et « Pericot » sur la commune de Gaujac, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### **- Article 2 : DISPOSITIONS D'EXPLOITATION / TECHNIQUE DE DÉCAPAGE**

L'article n°2.1.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 47-2019-05-29-001 du 29 mai 2019, complété par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°47-2021-03-12-010 du 12 mars 2021, est complété par l'alinéa suivant :

Afin de contribuer à la réparation et au confortement de digues endommagées lors de la crue de février 2026 sur le territoire de Val de Garonne Agglomération, l'exploitant est autorisé jusqu'au 15 novembre 2026 à sortir de son site 100 000 m<sup>3</sup> au maximum de terres, soit 140 000 tonnes issues des découvertes de la zone « La Barthe », correspondant à la phase 2 d'exploitation du site.

### **- Article 3 : PUBLICITÉ**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de Lot-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

### **- Article 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, ou par voie électronique sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **- Article 5 : EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la Préfecture de Lot-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Montpouillan et de Gaujac, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Agén, le 06 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Cédric BOUET